

vrir entre les quatre puissances pour régler les conditions de la paix et assurer la tranquillité de la Haute Italie. Il semblait alors impossible que l'Autriche échappât à une perte de territoire en Italie, et la France se proposait de soutenir notamment les intérêts de Venise, dont on voulait au contraire à Londres faire la rançon de la Lombardie. Venise n'avait donc alors qu'à s'applaudir de sa noble résolution, et tout lui faisait un devoir de persister. Elle n'avait pas du reste un grand mérite à le faire, car elle était alors bien faiblement attaquée, ou, pour mieux dire, elle ne l'était pas. Elle avait demandé d'être comprise dans l'armistice, mais l'Autriche avait refusé formellement, malgré les instances des puissances médiatrices, et invoquait son droit de faire rentrer sous son obéissance ses sujets révoltés. Toutefois, la France se montrant décidée à envoyer à Venise un secours suffisant pour l'empêcher de succomber, si elle était attaquée sérieusement, l'Angleterre, fort désireuse de prévenir cette ombre d'intervention, engagea l'Autriche à ne pas déployer des forces considérables contre les lagunes. Une autre circonstance rassura davantage encore Venise. Des difficultés s'étaient élevées, entre Radetzky et le cabinet de Turin, au sujet du parc de siège que l'armée piémontaise avait à Peschiera au moment de l'armistice. Faut de moyens de transport, la garnison, en évacuant la place, n'avait pu emmener ce parc, et Radetzky refusa ensuite de le rendre, en s'autorisant du retard que mettaient les forces piémontaises de terre et de mer à partir de Venise; il finit cependant par en livrer la moitié, mais en déclarant retenir l'autre moitié tant que la flotte n'aurait pas quitté entièrement l'Adriatique, comme elle devait le faire, aux